



## PREFET DES BOUCHES DU RHONE

Sous-préfecture d'ISTRES  
Mission départementale vie associative  
Avenue des Bolles  
CS 60004  
13808 ISTRES Cedex  
04.42.86.57.69

Le numéro W131004375  
est à rappeler dans toute  
correspondance

### Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W131004375

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;  
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

#### Monsieur le Sous-Préfet

donne récépissé à **Madame la Présidente**  
d'une déclaration en date du : **11 mars 2020**  
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

#### DIRIGEANTS, STATUTS, SIEGE

dans l'association dont le titre est :

#### COMITE D'INTERETS DE QUARTIER CEZANNE - VALLEE DE LA TORSE D'AIX EN PROVENCE CIQ CEZANNE - VALLEE DE LA TORSE

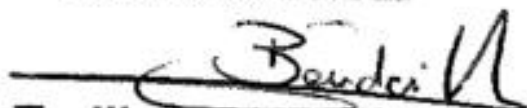
dont le nouveau siège social est situé : 13 Bis avenue Villemus  
13100 Aix-en-Provence

Décision(s) prise(s) le(s) : **13 février 2020, 25 janvier 2020**

Pièces fournies : liste des dirigeants  
Statuts  
Procès-verbaux

Istres, le 23 mars 2020

Pour le Sous-Préfet d'ISTRES  
et par délégation  
La chef de Bureau



**Emilie BOUDAILLE**

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.